

Accusé de réception en préfecture
062-344077672-20241018-11295-DE-1-1
Date de télétransmission : 25/10/2024
Date de réception préfecture : 25/10/2024

Acte certifié exécutoire

Anne-Sophie DELATTRE
Directrice de service

ANNE-SOPHIE DELATTRE
Directrice du Service des Assemblées et
des Affaires Institutionnelles
Pas de Calais Habitat
4, avenue des Droits de l'Homme
CS 20926 - ARRAS 62022 Cedex

Pas de Calais Habitat
4, avenue des Droits de l'Homme
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



PAS DE CALAIS HABITAT **Office Public de l'Habitat**

DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 18 OCTOBRE 2024

Président : Monsieur COTTIGNY

Présents : Monsieur COTTIGNY, Monsieur LEROY, Madame AIT-CHIKHEBBIH,
Madame DUHEN, Monsieur MALFAIT, Monsieur MELLICK, Madame
ROSSIGNOL.

LONGUENESSE Convention de partenariat avec la police municipale

Direction politique clients et solidarités
Rapporteur : Mme [REDACTED]

I- CONTEXTE

Pas-de-Calais habitat soucieux d'apporter un meilleur cadre de vie aux locataires et de lutter contre les incivilités dans ses parties communes et aux abords de ses résidences a souhaité renforcer le partenariat existant avec la police municipale de LONGUENESSE en signant une convention.

Cette convention permettra la mise en place d'actions communes favorisant les relations entre les habitants.

II- PRINCIPES DE L'ACCORD

Cette convention de partenariat vise à favoriser les relations déjà existantes entre les services de la police municipale de la Ville de LONGUENESSE et les collaborateurs de proximité de Pas-de-Calais habitat, d'échanger sur des problématiques communes afin de lutter contre le sentiment d'insécurité.

Pas-de-Calais habitat sera présent lors des cellules de veille organisées par la Ville de LONGUENESSE, les services de police municipale pourront être associés à des réunions de locataires si besoin.

Pas-de-Calais habitat adressera une autorisation annuelle à pénétrer dans les parties communes aux services de police municipale afin que ceux-ci puissent intervenir sur l'ensemble du patrimoine de la Ville de LONGUENESSE.

Sur autorisation écrite du Procureur de la République de SAINT-OMER, les services de police municipale adresseront leurs mains courantes d'interventions qui pourront être utilisées dans le cadre d'actions judiciaires en résiliation de bail pour troubles de voisinage.

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré les membres du Bureau :

- ✓ autorisent le Directeur général, ou toute autre personne habilitée, à signer la convention de partenariat entre la police municipale de la Ville de LONGUENESSE et Pas-de-Calais habitat.

Décision adoptée à l'unanimité



CONVENTION DE PARTENARIAT

POLICE MUNICIPALE

VILLE DE LONGUENESSE

ET

PAS-DE-CALAIS HABITAT

L'Office public Pas-de-Calais Habitat, dont le siège social est situé 04 avenue des droits de l'Homme - 62000 ARRAS, représenté par Monsieur FONTALIRAND, Directeur Général

d'une part,

et

la police municipale de la Ville de LONGUENESSE représentée par Monsieur [REDACTED], Maire,
d'autre part,

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

Préambule

Pour favoriser une meilleure coordination entre les services de police municipale et l'établissement public Pas-de-Calais habitat, la direction de Pas-de-Calais Habitat et la police municipale souhaitent renforcer leurs relations.

Ces deux entités se fixent dès lors comme objectif d'établir un partenariat stratégique et opérationnel afin de faciliter l'intervention de la police municipale dans les immeubles et structures d'accueil de cet établissement public.

Ceci exposé, il a été arrêté et convenu des clauses suivantes :

ARTICLE 1 :

La direction de Pas-de-Calais habitat et la police municipale conviennent d'actions communes destinées à améliorer le cadre de vie des habitants ainsi que la prévention et la sécurité des personnes et des biens implantés dans leur zone de compétence, en lien avec les services de la police nationale de SAINT-OMER.

ARTICLE 2 :

La police municipale de LONGUENESSE et la direction de Pas-de-Calais habitat mettront en place un partenariat interactif sur leur zone de compétence en vue d'améliorer leur connaissance mutuelle sur les problèmes pouvant avoir un impact sur la sécurité et la tranquillité publique. Des relations locales seront facilitées au niveau des responsables d'agences et de la direction de la police municipale afin d'apporter des réponses rapides et adaptées aux problématiques rencontrées.

Pas-de-Calais habitat s'engage à favoriser l'information de la police municipale et à fournir les coordonnées téléphoniques du Directeur de territoire, du responsable du centre d'exploitation et du responsable d'agence au directeur de la police municipale qui, parallèlement, transmettra les coordonnées du service.

ARTICLE 3 :

Des contacts réguliers entre les responsables d'agences et les correspondants de la police municipale seront pris afin d'échanger sur les problématiques rencontrées.

Pas-de-Calais habitat participera par ailleurs à la cellule de veille, organisée par la ville de LONGUENESSE.

Un signalement des faits importants constatés sur le patrimoine sera effectué auprès de la police municipale en temps réel.

ARTICLE 4 :

Le premier jour de chaque année civile, une réquisition permanente sera adressée au Directeur de la police municipale sur la base de l'article 272-1 du code de la sécurité intérieure aux fins d'autoriser toute intervention des services de police municipale sur l'ensemble du patrimoine de Pas-De-Calais habitat.

ARTICLE 5 :

Dans un souci d'une meilleure cohésion sociale et d'une véritable conscience civique, et afin d'améliorer la qualité de vie et d'agir sur le sentiment d'insécurité, des actions de coopération locale avec les populations concernées (représentants de locataires, associations de quartier...) pourront être mises en place ; exemple : interventions communes lors de rencontres à l'initiative du bailleur sous la forme de café conversation ou de réunions d'entrées.

La police municipale pourrait, à la demande de Pas-De-Calais habitat, et sur autorisation de Monsieur le Procureur de la République, lui fournir les mains courantes d'intervention dans le cadre des troubles de voisinage aux fins exclusives de procédure judiciaire d'expulsion.

ARTICLE 6 :

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties. Elle est établie pour une durée d'un an, et sera renouvelable par tacite reconduction par période d'un an à sa date anniversaire, à moins qu'une des parties n'ait souhaité la dénoncer dans les trois mois qui précèdent son terme par courrier recommandé avec accusé réception.

ARTICLE 7 :

Tant pendant la durée de cette convention qu'après son expiration pour quelque cause que ce soit, les parties garderont strictement confidentiels les renseignements échangés dans le cadre de cette convention.

Les parties soumettront la même obligation de confidentialité à leurs personnels.

ARTICLE 8 :

La présente convention fera l'objet d'un bilan annuel afin d'évaluer la pertinence des actions communes mises en œuvre et au besoin d'adapter les mesures aux réalités territoriales du moment et aux besoins des habitants.

Fait en deux exemplaires

A LONGUENESSE , le

Pour la Police Municipale

Monsieur le Maire



Pour Pas-de-Calais habitat

Monsieur le Directeur Général

Bruno FONTALIRAND